

OUVERTURE HIER DE LA SESSION D'AUTOMNE DU PARLEMENT

# Quand Ziari et Bensalah appuient le Premier ministre

**Le Premier ministre Ahmed Ouyahia et les membres de son gouvernement concernés par les quatre ordonnances présidentielles qui seront soumises sous peu au formalisme parlementaire n'auront pas de quoi stresser outre mesure. Les présidents de l'APN et du Sénat, Abdelaziz Ziari et Abdelkader Bensalah, qui ont présidé, hier, chacun au niveau de sa chambre, à l'ouverture solennelle de la session d'autonome du Parlement, se sont faits un devoir de leur défricher le terrain.**

**Sofiane Aït-Ifilis Alger (Le Soir)-** Les deux présidents se sont illustrés dans une remarquable synchronie à encenser les quatre ordonnances présidentielles, la LFC, le code de la route, la loi sur l'extraction de sable et le nouveau statut de la commission Ksentini, qui, pour cette reprise, garniront l'ordre du jour de la session parlementaire. Surtout l'ordonnance portant loi de fiances complémentaire qui a fait couler

beaucoup d'encre et de salive. Comme sortis d'une séance de répétition commune, Abdelaziz Ziari et Abdelkader Bensalah ont pris fait et cause pour l'Exécutif. Ils ont discoursé comme le ferait un chef de l'Exécutif devant défendre une copie qui passe mal auprès de la classe politique, des partenaires sociaux et de l'opinion. Le président de l'APN s'est plu dans un large exposé des motifs plaçant

l'impact positif des dispositions de la LFC sur l'économie et la fiscalité nationales. Le président du Sénat sollicitera, lui, la caution sénatoriale, après avoir brièvement fait remarquer que les voix de l'opposition s'y sont exprimées. Légiférer par ordonnance étant devenu une règle au lieu d'être une exception sans que cela les émeuve, les deux présidents des deux chambres parlementaires ne sont pas coupables de plus grave en prestant dans un rôle normalement dévolu au Premier ministre ou un membre de son gouvernement. S'ils avaient cédé le pupitre à Ahmed Ouyahia, il aurait, comme à son habitude, tranchant, tout juste ajouté qu'il n'est pas dans la

préoccupation immédiate de l'Exécutif de corriger les mesures jugées impopulaires contenues dans la LFC. Ce qu'il ne manquera pas d'affirmer, au demeurant, en marge de la cérémonie solennelle d'ouverture de la session. «On ne reviendra pas sur les mesures contenues dans la loi de finances complémentaire. On les a édictées en prenant en considération les intérêts de l'Algérie. Et les intérêts de l'Algérie n'ont pas changé», a-t-il affirmé. L'opportunité de s'exprimer devant une représentation conséquente de médias, le Premier ministre évoquera la prochaine tripartite dont il annoncera la réunion pour après l'Aïd. Quant aux dossiers qui y

seront soumis à examen, Ahmed Ouyahia énoncera de manière générique le revalorisation du SNMG, le nouveau code du travail et l'investissement. Le Premier ministre a, enchaînant, rassuré le patronat quant à sa disponibilité pour le dialogue préalablement à la tenue de la tripartite. Si Ouyahia s'est suffi de l'énonciation générique de ce qu'examinera la tripartite, le ministre du Travail, lui, a lâché quelques détails. Notamment qu'il sera question des mutuelles mais aussi des allocations familiales. Le gouvernement voudrait déterrer et remettre sur la table des négociations un vieux projet, en l'occurrence faire supporter aux entreprises une participation dans le paiement des allocations familiales.

Pour cette occasion, moins sollicité que d'habitude par les médias, le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Yazid Zerhouni, a trouvé tout de même quelques paires d'oreilles à l'écouter affirmer qu'il «a soumis au gouvernement une copie de son projet portant nouveau découpage administratif et que le gouvernement a estimé qu'il faille le mûrir davantage et prévoir des mécanismes qui corrigeraient les dysfonctionnements constatés actuellement». Quand les nouvelles wilayas verront-elles le jour ? Après promulgation des nouveaux codes communal et de wilaya et avant 2012, a indiqué Zerhouni.

S. A. I.

## GOUVERNEMENT

# Réunion «spécial loi de finances» ce samedi

**Le gouvernement Ouyahia a entamé, mardi dernier, l'examen de l'avant-projet de la loi de finances 2010, point central d'un ordre du jour comprenant aussi un avant-projet de décret sur le nouveau découpage administratif et un autre sur les hydrocarbures.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir) -** Mais si ces deux derniers avant-projets ne semblent nullement faire l'objet de quelque «réserve» que ce soit, et donc expédiés sans coup férir, ce n'est pas le cas de la prochaine loi de finances. Une certitude déjà : la réunion gouvernementale de mardi dernier n'a pas suffi pour examiner l'intégralité du texte proposé par Karim Djoudi, le ministre

des Finances. Ce qui a poussé, selon une source sûre, Ouyahia à convoquer une deuxième réunion du gouvernement, spéciale celle-là, pour samedi, exclusivement consacrée à l'avant-projet de loi de Finances 2010. Selon les explications d'une source proche du gouvernement, «cette deuxième réunion programmée par Ahmed Ouyahia n'est nullement le fait d'un

différend quelconque autour d'aucune mesure que ce soit dans l'avant-projet en question». Notre interlocuteur, affirmatif, dira que «les mesures importantes auxquelles vous pensez, c'est-à-dire celles introduites dans la fameuse loi de Finances complémentaire 2009, ne seront pas touchées. Toutes seront reconduites car constituant des options lourdes de la nouvelle politique économique nationale». Ce qui a motivé la reprise des travaux du gouvernement pour samedi prochain est «la complexité du

texte soumis». En ce sens, «plusieurs paramètres sont à prendre en considération dans la confection de la nouvelle loi de finances. Il y a ainsi le fait que 2010 marquera, d'abord, le lancement officiel du projet quinquennal du président. Ensuite, il faut tenir compte des mesures introduites dans la loi de Finances complémentaire de juillet dernier. Enfin, il ne faut pas oublier que le SNMG (Salaire national minimum garanti) sera augmenté au courant de l'année 2010 comme promis par Bouteflika, à l'issue d'une tripartite qui se tiendra cet

automne. Une augmentation qu'il faudra, bien entendu, prévoir dans la prochaine loi de Finances quel

que soit son montant», conclut notre source.

K. A.

## 110 nouvelles wilayas déléguées

Le gouvernement Ouyahia a entamé le débat, mardi dernier, sur le nouveau découpage administratif à la suite d'un exposé fait par Yazid Zerhouni. «Les ministres n'ont pas eu le texte de l'avant-projet mais seulement un brouillant retraçant les grandes lignes de celui-ci», nous révèle une source bien informée. Il en ressort en tout cas qu'à ce stade du débat engagé en haut lieu, décision est prise de maintenir les 48 wilayas actuelles auxquelles l'on adjoindra 110 (cent dix) nouvelles wilayas déléguées à travers le territoire national.

K. A.

## POUR NE PAS AVOIR RESPECTÉ SES ENGAGEMENTS

# Algérie Télécom coupe le réseau Eepad

**Algérie Télécom (AT) a procédé, hier, en début de matinée, à la coupure du réseau Eepad pour non-paiement de redevances, a-t-on appris de source proche de l'opérateur historique.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir) -** Cette décision fait suite à la résolution prise mercredi dernier par les membres du conseil d'administration d'AT, transmise au premier responsable du secteur de la poste et des

télécommunications qui a donné son accord. Le provider privé Eepad aurait refusé de tenir son engagement de payer ses redevances. Contacté pour avoir sa version des faits, un responsable de cette entre-

prise privée a évité de faire le moindre commentaire, se contentant de dire que «je ne peux pas discuter au téléphone avec des journalistes que je ne connais pas». Il est à noter que notre interlocuteur n'a pas refusé l'information faisant état de la mesure prise par Algérie Télécom. Toujours selon notre source, Algérie Télécom a adressé plusieurs correspondances depuis juin dernier à l'Eepad, l'invitant à «honorer ses engagements». Des mises en demeure auxquelles le provider privé n'a donné aucune suite, d'où la décision du conseil d'administration d'AT. Sur un autre plan, on apprend que les responsables de l'Eepad ont pro-

posé que AT entre dans le capital de leur entreprise à hauteur de 50%, soit l'équivalent de la dette contractée. Une proposition rejetée par Algérie Télécom. Pour rappel, cette affaire remonte au 9 mai dernier lorsque l'opérateur historique avait décidé de suspendre ses prestations de service (connexion) au profit du provider, auquel il réclamait le paiement de ses redevances estimées à plusieurs milliards de centimes. Quelques jours plus tard, soit après une large médiation du conflit par les deux parties, un échéancier de paiement a été conclu le 13 mai et qui devait commencer le 15 mai pour un versement de 430 millions de

dinars, suivi par des versements mensuels de 50 millions de dinars. Or, selon Algérie Télécom, l'Eepad n'a pas respecté ses engagements, «malgré les facilitations accordées». Pour rappel, le premier responsable du secteur a exprimé son soutien à la démarche initiée par l'opérateur historique pour récupérer ses créances auprès des entreprises publiques et privées et des institutions de la République. «Si l'Eepad a vu sa connexion à Internet coupée, c'est que justement elle n'a pas respecté l'échéancier de paiement de ses créances», a souligné M. Hamid Bessalah.

A. B.

## BOUIRA

### L'ANP ratisse la région d'El-Hachimia

Depuis samedi dernier, les forces de l'ANP appuyées par des éléments de la Gendarmerie nationale, effectuent une vaste opération de ratissage dans la région d'El Hachimia, à 20 km au sud-ouest de Bouira. D'après des sources sûres, l'opération a été initiée après que des citoyens eurent informé les services de sécurité du mouvement d'un groupe terroriste dans les parages. D'importants moyens ont été déployés par les militaires qui avaient bouclé le périmètre pendant trois jours mais d'après des informations fiables, malgré ces renforts et l'existence d'hélicoptères qui survolaient la région, le groupe terroriste qui avait été signalé, aurait réussi à échapper aux mailles des services de sécurité en se repliant vers la région de Souk-El-Khemis. Hier, nous avons appris que les forces de l'ANP se sont redéployées dans cette région à la poursuite de ce groupe terroriste au nombre in déterminé.

H. M.